



**Conseil d'administration du
Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds des
Nations Unies pour la population et
du Bureau des Nations Unies pour les
services d'appui aux projets**

Distr. générale
13 avril 2021

Original : anglais

Session annuelle de 2021

Du 7 au 11 juin 2021, New York

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

FNUAP – Évaluation

Fonds des Nations Unies pour la population

Rapport annuel de 2020 sur la fonction d'évaluation

Rapport de la Directrice, Bureau de l'évaluation

Résumé

Le présent document contient des informations sur la performance de la fonction d'évaluation aux niveaux centralisé et décentralisé, dresse un bilan de l'adaptation de la fonction d'évaluation à la pandémie de la COVID-19, et fait le point sur la contribution du FNUAP à la cohérence entre les fonctions d'évaluation dans l'ensemble des Nations Unies, ainsi que sur le renforcement des capacités nationales d'évaluation. En outre, le rapport présente le programme de travail et le budget 2021 à l'intention du Bureau de l'évaluation.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être : (a) prendre note du présent rapport sur la fonction d'évaluation et du programme de travail et du budget du Bureau de l'évaluation en 2021 ; (b) saluer les efforts déployés par le FNUAP et les progrès accomplis en termes de renforcement de la fonction d'évaluation, dans l'adaptation active de la fonction d'évaluation à la crise de la COVID-19, de contribution active aux efforts d'évaluation dans l'ensemble du système des Nations Unies et de promotion du renforcement des capacités nationales d'évaluation ; (c) réaffirmer le rôle joué par la fonction d'évaluation et souligner l'importance des constatations de haute qualité et indépendantes issues des évaluations dans le contexte du plan stratégique 2018-2021 du FNUAP, ainsi que sa contribution à l'exécution du nouveau plan stratégique du FNUAP pour 2022-2025 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; et (d) encourager le FNUAP à continuer d'accroître ses investissements pour atteindre une allocation d'au moins 1,4 pour cent et jusqu'à 3 pour cent de ses dépenses totales de programme à la fonction d'évaluation, comme articulé dans la politique d'évaluation du FNUAP de 2019.

Remarque : le présent document a été établi dans son intégralité par le FNUAP.

21-06667 (F) 250521 250521



Merci de recycler 



I. Introduction

L'évaluation comme accélérateur pour sortir de la crise de la COVID-19 et l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030

1. L'année 2020 a été marquée par la pandémie de COVID-19, qui a déclenché une crise mondiale sans précédent sur le plan de la santé, du développement humain et des conditions socio-économiques. Cette pandémie a affecté la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes, et notamment les femmes, les filles et les autres populations vulnérables marginalisées. Pour une relance équitable et durable, les décisions doivent, aujourd'hui plus que jamais, être guidées par des données fiables. L'évaluation joue un rôle crucial dans la réponse immédiate et la relance à long terme, en apportant aux décideurs des informations et des enseignements sur les mesures qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas, sur les raisons qui les motivent et sur le degré d'efficacité des interventions auprès des personnes les plus en difficulté.
2. Le Bureau de l'évaluation a rapidement adapté ses évaluations centralisées et a guidé les bureaux de pays dans l'adaptation de leurs propres évaluations de programmes de pays (EPP), pour produire des données pertinentes et opportunes qui bénéficieront aux interventions engagées face à la COVID-19 ; il a intensifié sa contribution à la réforme des Nations Unies et au développement des capacités d'évaluation nationales ; et il a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie visant à renforcer l'utilisation de l'évaluation, notamment en contribuant à la conception du plan stratégique pour 2022-2025.
3. En 2021, le Bureau de l'évaluation continuera à jouer pleinement son rôle en fournissant suffisamment d'éléments d'appréciation pour assurer une relance en toute connaissance de cause après la pandémie et un plan stratégique solidement documenté pour 2022-2025, ce qui implique notamment de respecter son engagement envers le processus de réforme des Nations Unies et de codiriger la campagne Eval4Action pour le renforcement des capacités nationales d'évaluation.

A. Adapter les évaluations à la pandémie de COVID-19

4. Le Bureau de l'évaluation a élaboré un guide intitulé « Adapting evaluations to the COVID-19 pandemic: guiding principles and their practical implications » (Adaptation des évaluations à la pandémie de COVID-19 : principes directeurs et leurs implications pratiques) destiné à préserver la qualité et la pertinence des données d'évaluation pendant la pandémie de COVID-19.¹ Ces principes directeurs reconnaissent le caractère spécifique de la réponse locale à la pandémie de COVID-19 et encouragent les gestionnaires d'évaluation à adapter les évaluations en fonction de leur contexte. À mesure que les répercussions de la COVID-19 se font sentir, nous continuerons d'actualiser ce cadre en nous fondant sur les enseignements recueillis en temps réel sur le terrain. Des orientations supplémentaires sur l'adaptation des questions d'évaluation ont été déployées début 2021 pour permettre une analyse plus approfondie du degré d'adaptation et de réponse à la pandémie de COVID-19.
5. Toutes les évaluations centralisées en cours ont adapté le processus d'évaluation en recourant aux technologies de communication virtuelle pour la collecte de données à distance et en calibrant le champ d'application, les domaines d'enquête et la méthodologie pour fournir des évaluations dans les temps tout en maintenant leur rigueur et leur qualité. Les évaluations décentralisées ont également bénéficié d'un soutien technique régulier. Les évaluations des programmes régionaux pour les États arabes, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, ainsi que les évaluations des programmes par pays (EPP) en Algérie, en Albanie, en Gambie, en Libye, au Mozambique, en Somalie et au Zimbabwe, entre autres, ont adopté une approche de collecte de données à distance, conformément aux orientations du Bureau de l'évaluation. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, des études de faisabilité approfondies ont été réalisées au préalable avant que les consultants locaux ne mènent des entretiens physiques, et ce afin de prévenir tout risque pour les populations et l'équipe d'évaluation. D'autres régions ont également apporté des adaptations à leurs évaluations respectives, en fonction de l'évolution des besoins et des circonstances uniques des pays.
6. À compter du dernier trimestre de 2020, toutes les évaluations à venir du FNUAP se concentreront sur la manière dont le FNUAP s'est adapté et a répondu à la crise de la COVID-19. C'est dans ce cadre que sera réalisée une évaluation centralisée de la réponse du FNUAP à la pandémie de la COVID-19.

¹ <https://www.unfpa.org/admin-resource/adapting-evaluations-covid-19-pandemic>

7. Le Bureau de l'évaluation a produit des données probantes pertinentes qui ont permis à la communauté internationale de réagir à la pandémie. Le Bureau s'est associé à la Coalition mondiale pour l'évaluation de la COVID-19, qui regroupe des unités d'évaluation d'États membres, d'institutions multilatérales et d'agences des Nations Unies, notamment pour formuler des recommandations en matière d'évaluation sur l'égalité des sexes,² susceptibles de nourrir les interventions et la relance dans le cadre de la COVID-19. Le Bureau a également soutenu et largement diffusé le document d'apprentissage du Réseau d'apprentissage actif pour la responsabilisation et l'efficacité en matière d'assistance humanitaire (ALNAP) sur la réponse à la COVID-19, intitulé « Répondre à la COVID-19 : Orientations pour les agences humanitaires ».

8. Le Bureau de l'évaluation est membre du groupe de travail du GNUE sur la COVID-19 chargé de soutenir la coordination à l'échelle du système et l'échange de bonnes pratiques sur l'adaptation des fonctions d'évaluation à la pandémie. Le Bureau soutient également les exercices d'évaluation à l'échelle du système des Nations Unies sur le Plan de réponse humanitaire global face à la COVID-19 et le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires.

B. Plaidoyer pour une évaluation influente pendant la Décennie pour l'action (campagne Eval4Action)

9. Dans le cadre de la Décennie pour l'action des Nations Unies, le Bureau de l'évaluation, EvalYouth et le Forum mondial des parlementaires pour l'évaluation (GPFE) ont lancé la « Décennie de l'évaluation pour l'action »,³ également connue sous le nom de « campagne Eval4Action », une campagne de sensibilisation mondiale qui vise à faire reconnaître que l'évaluation constitue un accélérateur clé non seulement à l'atteinte des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais également dans le contexte de la crise sanitaire et socio-économique actuelle.

10. Dans sa phase initiale, la campagne s'est concentrée sur la mobilisation et l'engagement des partenaires. La campagne a été lancée virtuellement à un haut niveau par la Directrice exécutive du FNUAP et l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse lors du « Marathon mondial de l'engagement ». L'événement a rassemblé la communauté mondiale de l'évaluation comme jamais auparavant, avec quelque 70 acteurs clés dans ce domaine qui ont exprimé leur volonté de s'engager dans la campagne.⁴ Parallèlement, un débat sur Twitter a été organisé sur le thème de l'évaluation, de la COVID-19 et des objectifs de développement durable (ODD) auquel ont participé 27 leaders mondiaux de l'évaluation, mais aussi de jeunes évaluateurs. Environ 7 100 utilisateurs de Twitter ont participé à ce débat à travers 44 pays, ce qui a entraîné 23 millions d'impressions⁵ et a donné une visibilité mondiale à la campagne.

11. Grâce à une approche très inclusive et participative, ces efforts de mobilisation ont permis à 116 partenaires⁶ de rejoindre la campagne au cours des neuf mois qui ont suivi son lancement. Si les partenaires principaux mènent la campagne au niveau mondial avec des interventions stratégiques clés de plaidoyer, les partenaires régionaux et nationaux animent la mobilisation locale, le dialogue et l'action sur l'évaluation influente. Cette campagne s'appuie sur des évaluateurs jeunes et en devenir du monde entier qui codirigent et animent la campagne aux niveaux mondial, régional et national. C'est grâce à leur engagement qu'ont ensuite été lancées six consultations régionales en Afrique, en Asie-Pacifique, en Eurasie, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

12. Cette forte implication dans la campagne avait pour ambition de susciter un engagement institutionnel et individuel en faveur d'une évaluation influente. La campagne d'engagement numérique Eval4Action a donné lieu à 125 engagements⁷ émanant d'un groupe diversifié de personnes, d'institutions et de réseaux à travers le monde, notamment des parlementaires, des gouvernements, les Nations Unies, des associations d'évaluation, le secteur privé, le monde universitaire et de jeunes évaluateurs.

² <http://www.covid19-evaluation-coalition.org/documents/Lesson-from-evaluation-issue-5.pdf>

³ <https://www.eval4action.org/>

⁴ Les allocutions de motivation des partenaires d'Eval4Action prononcées lors du marathon mondial de l'engagement sont disponibles sur <https://www.eval4action.org/globalmarathonofengagement>.

⁵ Les impressions sont le nombre de fois qu'un tweet apparaît dans la timeline d'un utilisateur ou dans les résultats de recherche.

⁶ La liste des partenaires d'Eval4Action peut être consultée sur <https://www.eval4action.org/partners>.

⁷ Ces engagements d'action en faveur d'évaluations influentes sont disponibles sur <https://www.eval4action.org/commitment-drive>.

13. Cette campagne assurera en 2021 le suivi de la réalisation des engagements d'action et soutiendra le développement et le déploiement de plans d'action régionaux d'évaluation destinés à renforcer les capacités nationales d'évaluation et à accélérer la réalisation des ODD.

C. Recourir aux données des évaluations pour orienter la conception du plan stratégique pour 2022-2025

14. Le Bureau de l'évaluation a continué à générer des données probantes pour la réalisation du plan stratégique du FNUAP et les priorités en matière d'efficacité et d'efficience organisationnelles, comme le prévoit le PEBQ. Les évaluations thématiques ont continué à livrer une analyse approfondie des résultats et des performances du FNUAP par rapport à un résultat donné du plan stratégique. En outre, le Bureau de l'évaluation réalise tous les deux ans des évaluations stratégiques dans des domaines critiques pertinents pour l'ensemble du plan stratégique. À titre d'exemple, en 2018, le Bureau de l'évaluation a finalisé l'évaluation de l'architecture soutenant la mise en œuvre du plan stratégique, puis a publié en 2020 l'évaluation de la capacité du FNUAP en matière d'action humanitaire. Les évaluations thématiques et stratégiques ont produit des données d'évaluation de niveau stratégique et des idées pour la conception du plan stratégique pour 2022-2025.

D. Mise en œuvre de la stratégie de renforcement de l'utilisation de l'évaluation

15. La stratégie de renforcement de l'utilisation de l'évaluation au moyen de communications et d'une gestion du savoir a continué de contribuer à une communication efficace de toutes les évaluations centralisées et à une meilleure utilisation des données d'évaluation. Pour chaque évaluation centralisée, un ensemble minimal de communications diversifiées ciblant les publics internes et externes a été élaboré. Chaque rapport d'évaluation était accompagné d'un résumé, d'un dossier d'évaluation d'une page (traduit en plusieurs langues), d'une présentation, d'un article sur le site Internet du Bureau de l'évaluation et sur la communauté de pratique, d'une annonce par courriel, d'une vidéo présentant les points forts de l'évaluation et d'un dossier pour les médias sociaux. Un film d'animation retraçant la fonction d'évaluation au sein du FNUAP a également été diffusé en 2020. Au total, ce sont 11 vidéos consacrées à l'évaluation qui ont été publiées.⁸

16. Conformément au cadre de résultats qui accompagne la stratégie, le Bureau continue de suivre la pertinence, la qualité, la facilitation de l'utilisation et l'efficacité des efforts de communication. Le nombre de consultations de la page Internet a presque triplé depuis 2018. De surcroît, le nombre d'abonnés sur Twitter a augmenté de 93 pour cent. Au total, les tweets ont généré près de 18 millions d'impressions⁹, soit vingt fois plus qu'en 2019.

17. Conformément à la stratégie, le renforcement des efforts de communication et l'engagement des parties prenantes ont intensifié l'utilisation des évaluations centralisées. Une série de vidéos en cinq parties¹⁰ a ainsi été diffusée à l'occasion de la Journée mondiale de la contraception 2020, qui marquait le deuxième anniversaire de l'évaluation, ce qui a permis de faire connaître l'utilisation de l'évaluation à mi-parcours du programme d'approvisionnement du FNUAP (2013-2020) aux niveaux mondial, régional et national.

⁸ Les vidéos développées par le bureau de l'évaluation du FNUAP sont disponibles sur sa chaîne YouTube, <https://www.youtube.com/channel/UC9xt6qYVsKVLdQVow4glrw/videos>.

⁹ Les impressions sont le nombre de fois qu'un tweet apparaît dans la timeline d'un utilisateur ou dans les résultats de recherche.

¹⁰ https://www.youtube.com/playlist?list=PLgID_xYujzeyu2MNfiFLjDF0ndKuwk4AD.

II. Performance de la fonction d'évaluation

18. Dans le but d'assurer la transparence et la clarté dans les rapports, les indicateurs clés enregistrant la performance de la fonction d'évaluation au fil du temps sont présentés ci-dessous.

Tableau 1
Tendances des indicateurs clés de performance, 2014-2020

<i>Indicateur clé de performance (%)</i>	<i>Description</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>Évaluation globale</i>
1. Ressources financières investies dans la fonction d'évaluation	Budget alloué pour l'évaluation en tant que pourcentage du budget total du programme du FNUAP	0,45	0,69	0,91	0,83	0,96	0,98	0,83 0,94 ¹¹	Tendance positive avec marge de progression
2. Ressources humaines pour le suivi et l'évaluation	Pourcentage de bureaux de pays dotés de centres de liaisons ou de fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation	100	95,9	99,2	96,7	96,6	96,1	97,0	Presque atteint
3. Couverture des évaluations*	Pourcentage de bureaux de pays ayant effectué une évaluation du programme de pays une fois tous les deux cycles	-	-	-	80,0	90,0	97,0	97,3	Presque atteint
4. Taux d'exécution des évaluations	Pourcentage des évaluations au niveau du programme mis en œuvre comme prévu	-	-	60,0	55,0	92,0	92,7	88,9	Malgré une légère baisse due à la pandémie de COVID-19, l'objectif de 80 % a été atteint. ¹²
5. Qualité des évaluations	Pourcentage des évaluations au niveau du programme avec comme note « bien » ou « très bien »	50,0	77,0	92,0	95,0	80,0	100	100	Atteint
6. Rapports d'évaluation publiés sur la base de données d'évaluation	Pourcentage de rapports d'évaluation au niveau du programme publié sur la base de données d'évaluation	100	100	100	100	100	100	100	Atteint
7. Présentation des réponses de la direction	Pourcentage de rapports d'évaluation achevés au niveau du programme avec soumission de la réponse de la direction	100	100	100	100	100	100	100	Atteint
8. Mise en œuvre de la réponse de la direction	Pourcentage de mesures proposées dans la réponse de la direction réellement mises en œuvre	76,5	78,0	78,5	84,4	89,5	84,0	90,0	L'objectif de 85 pour cent a été atteint ¹³
9. Utilisation de l'évaluation dans l'élaboration des programmes**	Pourcentage de nouveaux descriptifs de programmes de pays dont la conception a été clairement influencée par l'évaluation	-	-	-	-	79,8	100	100	Atteint

Source : Bureau de l'évaluation et Division des politiques et de la stratégie (DPS)

11 Budget initialement alloué à la fonction d'évaluation (aux niveaux centralisé et décentralisé) par rapport aux dépenses totales du programme du FNUAP pour 2020.

12 EEO 1.7, Plan stratégique du FNUAP, 2018-2021

13 EEO 1.9, Plan stratégique du FNUAP, 2018-2021

19. Malgré les circonstances extraordinaires provoquées par la pandémie de COVID-19, tous les indicateurs clés de performance, sauf un, ont été atteints ou sont en passe de l'être. En outre, les dépenses globales liées aux évaluations sont passées de 0,45 pour cent des dépenses totales du programme du FNUAP en 2014 à 0,83 pour cent en 2020, avec une diminution en 2020 en raison des restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire. Toutefois, sans la diminution liée à la COVID-19, le budget total alloué à la fonction d'évaluation (aux niveaux centralisé et décentralisé) représente 0,94 % des dépenses du programme du FNUAP pour 2020. L'investissement dans les ressources humaines pour l'évaluation est resté important : comme les années précédentes, presque tous les bureaux de pays étaient dotés de centres de liaison ou de fonctionnaires pour le suivi et l'évaluation.

20. La couverture des évaluations prévue par la politique d'évaluation a presque été atteinte, 97,3 pour cent des bureaux ayant réalisé au moins une EPP en deux cycles. Le taux d'exécution des évaluations au niveau des programmes n'a que légèrement diminué (de 92,7 pour cent en 2019 à 88,9 pour cent en 2020). Les adaptations et ajustements en temps réel ont été essentiels pour cette mise en œuvre, compte tenu de la pandémie de COVID-19. La qualité des rapports d'évaluation s'est maintenue et, pour la deuxième année consécutive, les évaluations ont toutes été jugées au moins de « bonne » qualité.

21. Le taux de soumission des réponses de la direction a continué de rester stable à 100 pour cent. Le taux annuel d'exécution des réponses de la direction montre une tendance positive, atteignant 90 pour cent de mise en œuvre en 2020, le plus haut niveau depuis six ans. Il est encourageant de constater que, pour la deuxième année consécutive, les évaluations ont été clairement prises en compte dans tous les documents de programmes de pays soumis au Conseil d'administration en 2020.

22. Dans l'ensemble, huit des neuf indicateurs clés de performance ont conservé de bonnes performances en 2020. Toutefois, compte tenu de la persistance de la pandémie mondiale, des orientations et un soutien permanents sont nécessaires pour maintenir le niveau élevé de couverture et de mise en œuvre des évaluations au niveau des programmes. Il est également possible d'améliorer le taux d'exécution des réponses de la direction lors des évaluations centralisées.

Indicateur clé de performance 1 : ressources financières

23. Dans l'ensemble, les dépenses pour la fonction d'évaluation s'élevaient à 8,53 millions de dollars, dont 3,2 millions dépensés au niveau centralisé et 5,33 millions dépensés au niveau décentralisé, y compris les ressources humaines et financières (voir le tableau 2). En termes absolus, les investissements dans le domaine de l'évaluation ont plus que doublé entre 2014 et 2020. En termes relatifs, cela représente 0,83 pour cent des dépenses totales du programme du FNUAP. La diminution du ratio des dépenses d'évaluation (0,83 en 2020 contre 0,98 en 2019) est due à l'augmentation des dépenses totales du programme du FNUAP d'une part, et à la diminution des dépenses du bureau de l'évaluation en raison des restrictions de voyage induites par la COVID-19 pour la collecte de données et aux initiatives de développement des capacités d'évaluation d'autre part.

24. L'engagement du FNUAP à fournir graduellement les ressources nécessaires à la fonction d'évaluation se reflète dans l'augmentation régulière du budget alloué à cet effet au fil des ans. Dans l'ensemble, sans la diminution liée à la COVID-19, le budget initialement alloué à la fonction d'évaluation (aux niveaux centralisé et décentralisé) était de 9,64 millions, soit 0,94 % des dépenses totales du programme du FNUAP pour 2020.

Tableau 2
Budget investi dans la fonction d'évaluation, 2014-2020

(en millions de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total des dépenses budgétaires du programme du FNUAP*	820,2	798,6	763,5	752,9	872,3	933,8	1 027,9
Dépenses totales de la fonction d'évaluation	3,69	5,52	6,94	6,30	8,40	9,13	8,53 (a) 9,64 (b)
<i>Bureau de l'évaluation</i>	2,38	2,63	3,71	3,36	4,23	3,9	3,2 (a) 4,31 (b)
<i>Fonction d'évaluation décentralisée</i>	1,31**	2,89	3,23	2,94	4,17***	5,23	5,33
Total des dépenses de la fonction d'évaluation en pourcentage des dépenses budgétaires du programme du FNUAP	0,45 %	0,69 %	0,91 %	0,83 %	0,96 %	0,98 %	0,83 % (a) 0,94 % (b)

* Le total des dépenses budgétaires du programme du FNUAP provient des rapports statistiques et financiers du FNUAP. Le budget du Bureau de l'évaluation provient du système financier du FNUAP, tandis que le budget de la fonction décentralisée comprend le budget pour les évaluations décentralisées, les activités de renforcement des capacités d'évaluation internes et nationales et les coûts de dotation en personnel.

** Les coûts de dotation en personnel décentralisés ne sont pas disponibles pour 2014 ; le montant (1,31 million de dollars) ne reflète ainsi que le budget pour les évaluations.

*** Le gros de l'augmentation de 2,94 millions de dollars en 2017 à 4,17 millions de dollars en 2018 est principalement attribuable à l'amélioration de la prise en compte de la totalité des investissements dans les évaluations décentralisées.

(a) Avec la diminution liée à la COVID-19

(b) Sans la diminution liée à la COVID-19

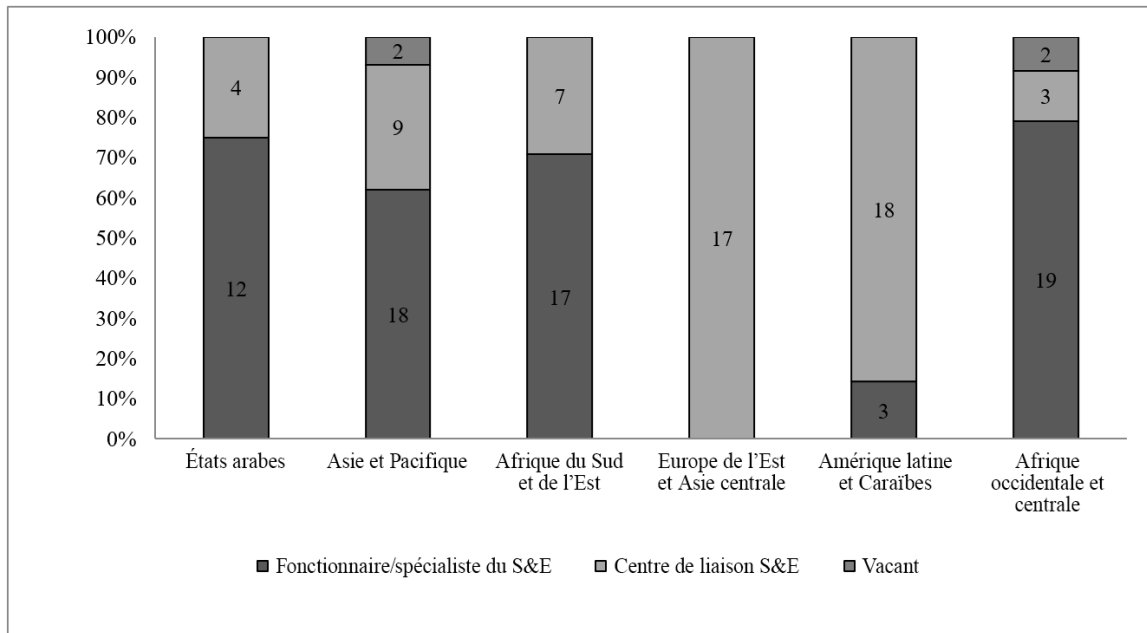
Indicateur clé de performance 2 : ressources humaines

25. En 2020, le Bureau de l'évaluation comptait dix postes approuvés : un au niveau des services généraux, huit au niveau professionnel et un au niveau de la direction. En outre, deux jeunes volontaires internationaux des Nations Unies ont rejoint l'équipe.

26. Au niveau décentralisé, le profil du personnel est resté à peu près le même que celui des années précédentes. Le FNUAP dispose de six conseillers régionaux pour le suivi et l'évaluation du programme au niveau P5. Au total, près de 97 pour cent des bureaux de pays¹⁴ ont été dotés d'un fonctionnaire chargé du suivi et de l'évaluation (54 pour cent) ou d'un centre de liaison chargé du suivi et de l'évaluation (45 pour cent). Le pourcentage de postes de fonctionnaires chargés du suivi et de l'évaluation a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière. Comme les années précédentes, la répartition régionale des profils dédiés au suivi et à l'évaluation a varié. Les spécialistes chargés des activités de suivi et d'évaluation ont continué à se concentrer dans les régions dotées de plus grands bureaux de pays, tandis que les centres de liaison se trouvaient essentiellement dans des régions comprenant des bureaux de pays avec des budgets relativement plus modestes.

¹⁴ Des postes vacants ont été enregistrés dans deux bureaux de pays en Afrique occidentale et centrale et dans deux bureaux en Asie et dans le Pacifique, avec des recrutements en cours dans chacun.

Figure 1
Ressources humaines pour le suivi et l'évaluation, 2020, par région



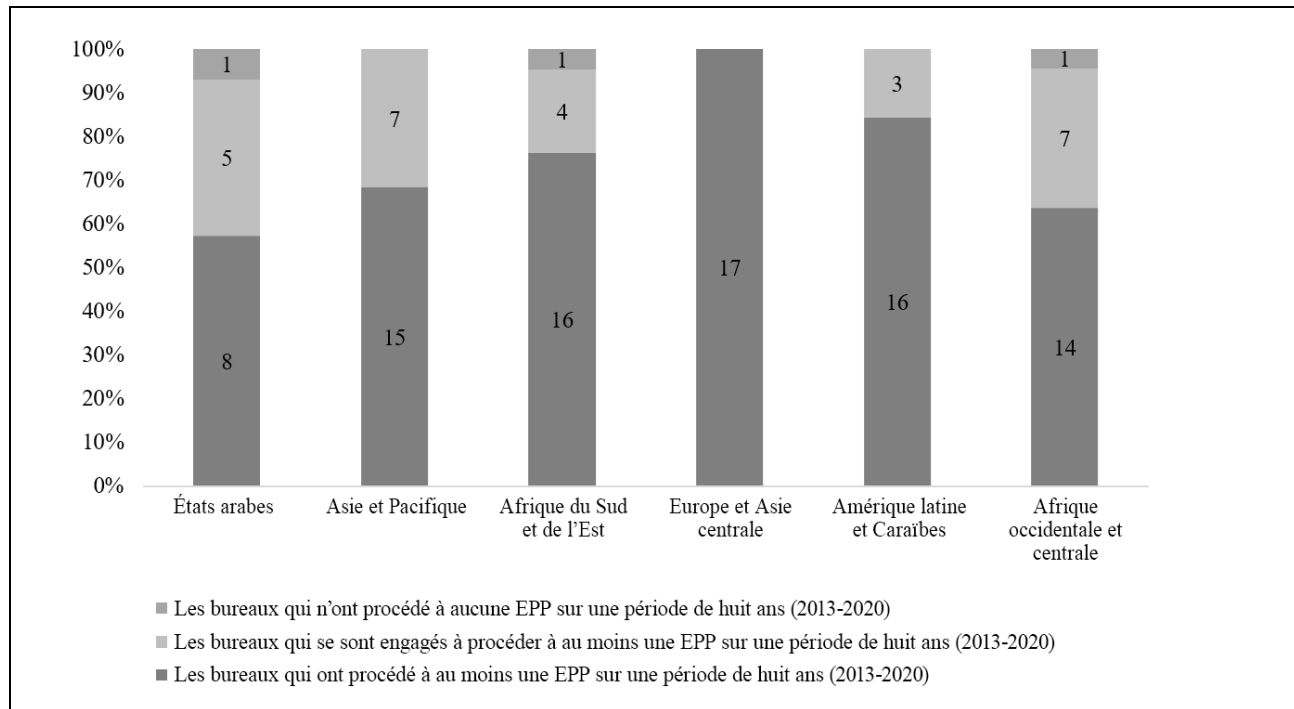
Source : Bureau de l'évaluation
 Abréviations : S&E : suivi et évaluation

Indicateur clé de performance 3 : couverture des évaluations décentralisées au niveau du programme

27. Afin de garantir une base solide de constatations issues des évaluations pour éclairer l'élaboration de programmes, la politique d'évaluation invite les bureaux de pays à mener une évaluation du programme de pays au moins une fois tous les deux cycles de programme.

28. Près de 97,3 pour cent des bureaux de pays avaient achevé ou devraient achever au moins une évaluation de programme de pays au cours du dernier intervalle de huit ans (la durée habituelle de deux cycles de programme). Les efforts déployés conjointement par la DPS et le Bureau de l'évaluation pour améliorer la conformité avec la politique d'évaluation (notamment une communication commune envoyée aux bureaux de pays planifiant une évaluation du programme de pays, soulignant l'importance de la mise en œuvre et les efforts visant à renforcer la culture de l'évaluation) ont continué à encourager une meilleure couverture.

Figure 2
Couverture des évaluations par région, 2013-2020 (*)



(*) Remarque : Méthodologiquement, le Bureau de l'évaluation a pris quatre ans comme durée moyenne d'un programme de pays. Cependant, la durée des cycles des programmes varie et ils peuvent être prolongés. Ainsi, le Bureau de l'évaluation a pris contact avec les bureaux de pays qui, à la suite de l'analyse initiale, semblaient ne pas avoir effectué une seule fois d'évaluation de programme de pays (EPP) au cours de deux cycles de programme, pour confirmer cette perception. Neuf bureaux de pays ont confirmé que, bien qu'ils tombent en dehors de cet intervalle de huit ans, ils mèneront une EPP dans deux de leurs cycles de programme (qui étaient de plus longue durée). Ils sont classés dans la catégorie « s'est engagé à procéder à une évaluation ».

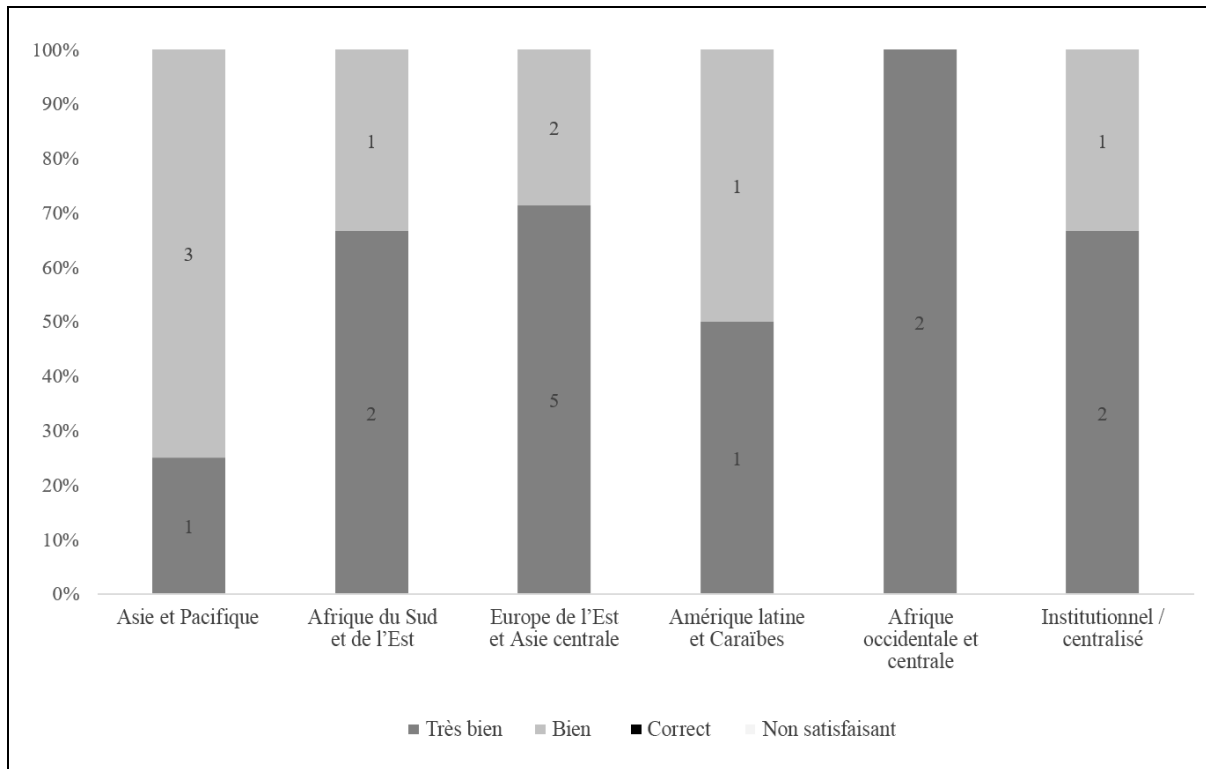
Indicateur clé de performance 4 : taux d'exécution des évaluations décentralisées prévues

29. En dépit du contexte d'une pandémie mondiale, 88,9 pour cent des évaluations décentralisées au niveau du programme ont été mises en œuvre comme prévu. Trois EPP ont été annulées, en raison d'événements externes, notamment la pandémie de la COVID-19 et des troubles sécuritaires. Les bureaux de pays en charge de ces évaluations ont indiqué que les données existantes générées par les évaluations précédentes seront utilisées pour alimenter leurs prochains documents de programmes de pays. Bien que le taux d'exécution ait enregistré une légère baisse de 3,8 points de pourcentage par rapport à 2019, les orientations fournies rapidement aux bureaux de pays pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur les évaluations ont contribué à une mise en œuvre en temps voulu de la majorité des évaluations prévues.

Indicateur clé de performance 5 : qualité des rapports d'évaluations

30. Pour la deuxième année consécutive, 100 pour cent des rapports évalués ont fait l'objet d'un classement « bien » ou « très bien », atteignant ainsi l'objectif souhaité. Près de 62 pour cent des évaluations ont fait l'objet d'un classement « très bien », ce qui représente une amélioration considérable par rapport aux six pour cent de 2014. Les bonnes performances enregistrées dans toutes les régions sont probablement attribuables aux processus d'assurance qualité à plusieurs niveaux, aux contrôles rigoureux menés par les consultants, à la disponibilité de conseils sur la manière de mener les EPP et à d'autres initiatives internes de développement des capacités.

Figure 3
Qualité des évaluations, par région, 2020



Source : Analyse qualitative menée par une société de conseil externe

Indicateur clé de performance 6 : taux de rapports d'évaluation achevés publiés sur la base de données d'évaluation du FNUAP

31. Comme les années précédentes, toutes les évaluations centralisées et décentralisées au niveau des programmes ont été rendues publiques sur la base de données du Bureau de l'évaluation. Les évaluations centralisées sont également publiées sur le site Web du Bureau de l'évaluation et, pour faciliter encore l'utilisation des résultats, elles sont partagées par le biais d'un message adressé à l'ensemble des membres du personnel et à la communauté d'évaluation au sens large, y compris aux membres du GNUE.

Indicateur clé de performance 7 : évaluations accompagnées de réponses de la direction

32. Comme les années précédentes, toutes les évaluations centralisées et décentralisées au niveau des programmes étaient accompagnées de réponses de la direction.

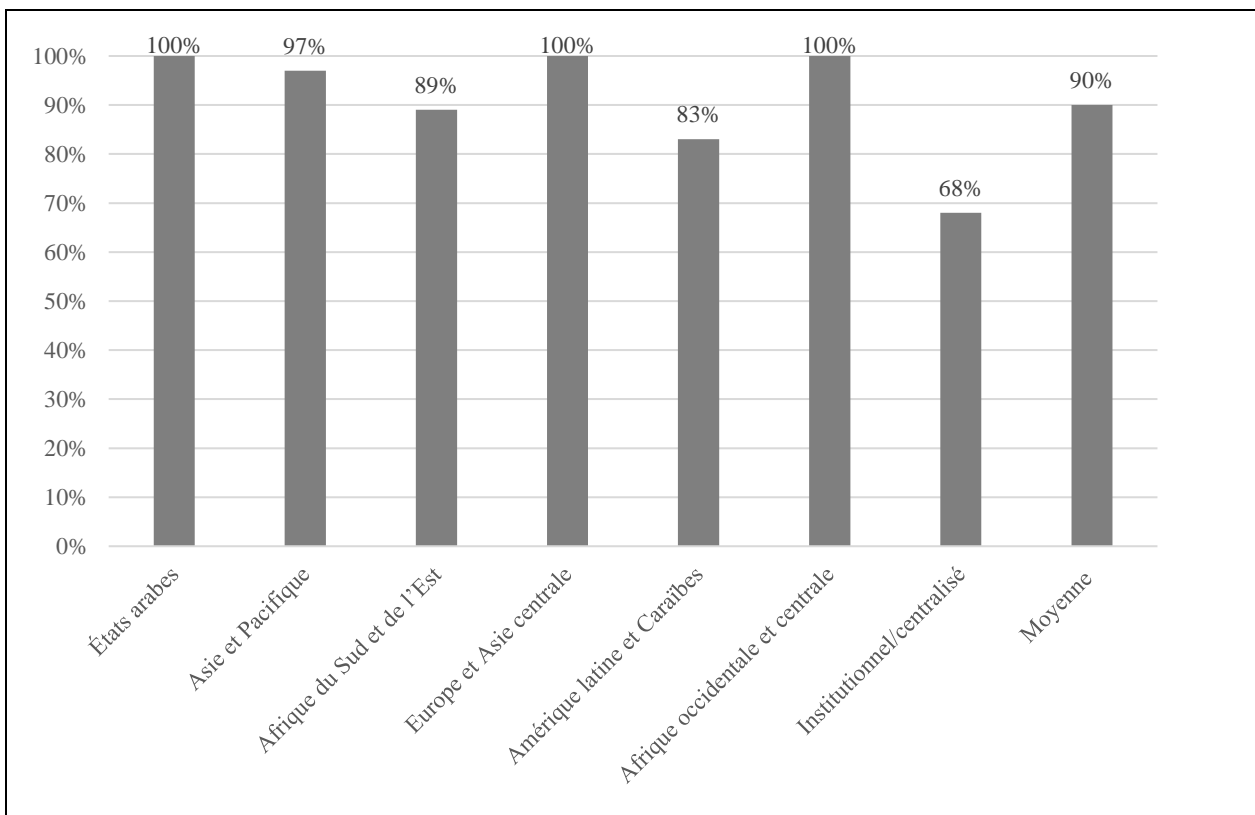
Indicateur clé de performance 8 : taux de mise en œuvre des réponses de la direction

33. Pour aider les unités à améliorer la qualité des réponses de la direction et à établir des rapports en temps opportun, la DPS prévoit d'adopter des mesures supplémentaires, notamment (a) l'ajout d'un indicateur de performance pour le tableau de bord institutionnel du FNUAP (myDashboard) ; (b) le renforcement des orientations d'ordre institutionnel ; et (c) une approche plus individualisée du suivi de fin d'année.

34. En conséquence, cet indicateur a atteint 90 pour cent, soit six points de pourcentage de plus qu'en 2019, et le plus élevé en six ans. Pour maintenir la dynamique, la DPS réfléchit aux possibilités de télécharger automatiquement les actions d'évaluation dans les plans de travail annuels des unités administratives concernées figurant dans le nouveau système de planification des ressources institutionnelles (ERP).

35. Le taux d'exécution des recommandations centralisées, qui a tendance à accuser un retard par rapport à la moyenne de l'organisation, s'est amélioré de neuf points de pourcentage. Néanmoins, malgré cette importante amélioration, cet indicateur (68 pour cent) reste bien en deçà de l'objectif de 85 pour cent.

Figure 4
Mise en œuvre de la réponse de la direction à l'évaluation/d'actions clés, 2020



Source : Systèmes de suivi des réponses de la direction du FNUAP

Indicateur clé de performance 9 : Utilisation de l'évaluation dans l'élaboration des programmes

36. Le Bureau de l'évaluation, en étroite collaboration avec la DPS, a pris des mesures pour promouvoir l'apprentissage dans le cadre d'un effort concerté pour accroître l'influence et l'utilisation des résultats d'évaluation. Ces mesures ont conduit, au fil des ans, à une amélioration significative de l'utilisation des données issues des évaluations pour l'élaboration de nouveaux programmes. Comme l'a indiqué le secrétariat du Comité d'examen des programmes du FNUAP, les 16 nouveaux DPP (100 pour cent) qui ont été soumis au Conseil d'administration à des fins d'approbation ont été enrichis par des constatations issues des évaluations, une amélioration significative par rapport à 2018, où seulement 78,9 pour cent des DPP répondaient à cette exigence.

A. Évaluations centralisées

37. Pour renforcer davantage les évaluations centralisées, leur qualité et leur utilisation, le Bureau de l'évaluation a continué à veiller à ce que les évaluations : (a) soient réactives et pertinentes aux demandes et aux besoins des utilisateurs ; (b) s'adaptent à l'environnement externe, notamment à la pandémie de COVID-19 ; (c) adoptent des approches et des pratiques novatrices pour répondre à un environnement dynamique ; et (d) soient mises en œuvre en temps opportun.

Innovation dans les approches d'évaluation

38. Le Bureau de l'évaluation a continué à diversifier et à adapter ses approches et méthodes d'évaluation à l'évolution des besoins et des priorités du FNUAP. En dépit des circonstances sans précédent provoquées par la pandémie de COVID-19, le Bureau de l'évaluation a su réagir rapidement en adaptant son approche d'évaluation et ses méthodes de collecte de données. Cette adaptation se traduit, entre autres, par une utilisation accrue des technologies de collaboration virtuelle, par une collecte de données à distance cohérente et efficace et par un plus large recours aux experts nationaux, tout en respectant le principe « ne pas nuire ». Une telle adaptation en temps réel a permis de maintenir la pertinence de la fonction d'évaluation et de fournir des évaluations de grande qualité.

39. Suite au bilan positif de la première phase (menée exclusivement par le Bureau de l'évaluation) de la toute première évaluation du développement gérée au FNUAP,¹⁵ la deuxième phase a été lancée dans le but de transférer la responsabilité de l'exercice du Bureau de l'évaluation à la DPS et à la DHR, afin de soutenir le développement d'un cadre d'apprentissage et de gestion adaptative, guidé et informé par des enquêtes et des projets pilotes d'évaluation. La deuxième phase continue d'utiliser une approche axée sur l'utilisation pour offrir un retour d'information en temps réel et poursuivre un processus de co-création impliquant le siège, les bureaux régionaux et de pays. De surcroît, le bureau régional pour l'Europe orientale et l'Asie centrale, avec le soutien du Bureau de l'évaluation, a décidé d'utiliser l'approche novatrice de développement pour l'évaluation de son programme régional.

40. Les évaluations centralisées ont continué à faire preuve d'innovation dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Le Bureau de l'évaluation mène actuellement une évaluation du soutien apporté par le FNUAP à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Cette évaluation couvre le soutien au résultat spécifique sur l'égalité des sexes, ainsi que, pour la première fois, l'intégration, sur le plan institutionnel, des questions de genre dans tous les résultats du plan stratégique.

41. En outre, afin de tirer parti des constatations issues des évaluations, le Bureau de l'évaluation, conjointement avec le bureau de l'évaluation de l'UNICEF, a entrepris une méta-synthèse à l'échelle du système pour documenter la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour la jeunesse. En recueillant et en regroupant les bonnes pratiques et des enseignements tirés des évaluations existantes produites par les agences des Nations Unies ainsi que par les organisations de la société civile et de la jeunesse, la synthèse ambitionne la production de connaissances permettant d'améliorer l'efficacité des programmes pour la jeunesse dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Mise en œuvre complète et opportune des évaluations centralisées

42. Conformément au PEBQ, le Bureau de l'évaluation a entrepris un large éventail d'évaluations afin de produire des données d'évaluation pertinentes et opportunes permettant d'étayer la mise en œuvre du plan stratégique actuel et la conception du plan futur. Confirmant l'engagement actif du Bureau de l'évaluation pour renforcer la cohérence des évaluations au sein du système des Nations Unies, 57 pour cent (8 sur 14) des évaluations centralisées sont réalisées conjointement ou à l'échelle du système.

43. En décembre 2020, le taux d'exécution des évaluations centralisées pour la période était de 100 pour cent, toutes les évaluations ayant été achevées ou en voie de l'être selon le calendrier établi (comme présenté dans le tableau 3 ci-dessous).

¹⁵ Évaluation du développement des approches de gestion axée sur les résultats, 2020

Tableau 3
État d'avancement de la mise en œuvre des évaluations centralisées planifiées et d'autres études d'évaluation, 2020-2021

#	Titre	Degré d'avancement	Réponse de la direction émise	Présentation au Conseil d'administration/aux comités directeurs
1	Évaluation du développement des approches de gestion axée sur les résultats du FNUAP	Terminé	Oui	Présentée au Conseil d'administration lors de la première session ordinaire 2020
2	Évaluation de la capacité du FNUAP à répondre aux crises humanitaires	Terminé	Oui	Présentée au Conseil d'administration lors de la session annuelle 2020
3	Évaluation humanitaire interinstitutions à l'échelle du système de la riposte du système des Nations Unies à la sécheresse en Éthiopie	Terminé	Oui	Présentée au Groupe des orientations opérationnelles et de la mobilisation du CPI et à l'équipe de coordination de l'aide humanitaire en Éthiopie
4	Évaluation du soutien apporté par le FNUAP à la réponse au VIH/sida	Terminé	Oui	Présenté à l'ONUSIDA et au Conseil d'administration lors du Débat consacré aux questions communes de la première session ordinaire de 2021 ¹⁶
5	Méta-synthèse de la Coalition mondiale pour l'évaluation de la COVID-19 sur l'égalité des sexes	Terminé	Non*	Élaboré au niveau ministériel lors de la réunion du Conseil de l'OCDE de 2020
6	Étude de base conjointe FNUAP-PNUD-UNICEF-ONU-Femmes et examen de l'évaluabilité du chapitre commun des plans stratégiques	Terminé	Non*	Présentée conjointement au Conseil d'administration lors de la session annuelle 2020
7	Évaluation à mi-parcours et à l'échelle du système du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2016-2021 de l'ONUSIDA	Terminé	Pas encore	Présenté à l'ONUSIDA et au Conseil d'administration lors du Débat consacré aux questions communes de la première session ordinaire de 2021 ¹⁷
8	Évaluation humanitaire interinstitutions à l'échelle du système de la riposte des Nations Unies quant à l'autonomisation des femmes et des filles en situation de crise humanitaire	Terminé	Pas encore	Devra être présenté au CPI en 2021
9	Évaluation du soutien apporté par le FNUAP à la coopération Sud-Sud et triangulaire	Terminé	Oui	Présentée au Conseil d'administration lors de la première session ordinaire 2021
10	Évaluation du soutien apporté par le FNUAP à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes	En cours	Pas encore	À présenter au Conseil d'administration lors de la session annuelle 2021
11	Étude de base et examen de l'évaluabilité du soutien apporté par le FNUAP à la génération, la fourniture et l'utilisation de données dans l'assistance humanitaire	En cours	Non*	Achèvement prévu en 2021
12	Méta-synthèse à l'échelle du système pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour la jeunesse	En cours	Non*	Achèvement prévu en 2021
13	Évaluation à l'échelle du système des travaux du Programme de l'ONUSIDA sur la prévention et la réponse aux violences sexistes	En cours	Pas encore	Achèvement prévu en 2021
14	Évaluation conjointe de la phase III du programme conjoint FNUAP-UNICEF sur l'abandon des MGF	En cours	Pas encore	Achèvement prévu en 2021

*Les réponses de la direction ne sont émises que pour les évaluations, et non à des fins de méta-analyses et d'examen de l'évaluabilité

B. Utilisation des évaluations centralisées pour favoriser le changement

44. Le Bureau de l'évaluation rend compte non seulement de la mise en œuvre des actions convenues pour répondre aux recommandations des évaluations, mais aussi de l'application des enseignements et des recommandations générés par les évaluations centralisées réalisées deux ans auparavant. Ce rapport présente une vision plus globale de l'utilisation stratégique des évaluations centralisées.

Évaluation de l'appui du FNUAP à la prévention, à la réponse et à l'élimination de la violence basée sur le genre et des pratiques néfastes, 2019

45. Cette évaluation a alimenté plusieurs discussions stratégiques internes déterminantes sur le positionnement du travail du FNUAP dans ce domaine programmatique. En réponse à la recommandation d'une orientation claire sur le travail du FNUAP en matière de violence basée sur le genre, le FNUAP a publié en 2019 la Stratégie pour l'égalité des sexes, qui se concentre sur l'autonomisation des femmes et des adolescentes, en mettant l'accent sur la violence basée sur le genre et les pratiques néfastes, conformément au principe de « Ne pas faire de laissés-pour-compte » : les femmes et les filles handicapées, les femmes issues de minorités ethniques, les femmes réfugiées et les femmes migrantes.

46. L'évaluation a également encouragé le FNUAP à se positionner davantage au sein du système des Nations Unies, en particulier sur le front des données, afin de soutenir efficacement les systèmes administratifs nationaux de données sur la violence basée sur le genre. La priorité de l'organisation est désormais de renforcer la capacité technique et financière du FNUAP à soutenir le développement de systèmes administratifs nationaux de données sur la violence basée sur le genre, conformément aux rapports sur les cibles et indicateurs liés aux ODD.

47. Conformément à une recommandation préconisant l'intégration de la pratique organisationnelle de la coordination des groupes en tant que fonction interinstitutionnelle, l'Office humanitaire récemment créé a investi dans le renforcement de la coordination interinstitutions sur la violence basée sur le genre et des capacités de direction des groupes, en plus de soutenir les structures du personnel du FNUAP aux niveaux mondial, régional et national.

Évaluation de la réponse du FNUAP à la crise syrienne, 2019

48. À la lumière de cette évaluation, le FNUAP a renforcé sa réponse humanitaire tant dans la sous-région qu'ailleurs. Plus spécifiquement, suite à la recommandation de mettre en place un système de suivi complet qui couvre les impacts au niveau des résultats, le bureau régional des États arabes a : (a) mis en place un système de gestion des données (Wiz Monitor) pour le traitement et l'utilisation des données quantitatives au niveau des résultats, et (b) systématisé ses évaluations d'impact, qui sont désormais menées sur une base annuelle, et avec un périmètre élargi, couvrant la Syrie et les interventions transfrontalières en Turquie, en Jordanie, au Liban et en Irak. Conformément à la recommandation de revoir les fonctions du centre d'intervention régional pour la Syrie, le mandat de ce centre a également été mis à jour, avec l'ajout d'une composante de gestion des connaissances et l'extension de son champ d'action géographique à toutes les interventions humanitaires dans la région des États arabes.

C. Système d'évaluation décentralisé

49. En 2020, 86 pour cent des évaluations étaient gérés par les bureaux de pays ou régionaux. Cela assure un juste équilibre entre les évaluations centralisées qui aident à documenter les politiques, stratégies et initiatives mondiales et les évaluations décentralisées qui génèrent des données spécifiques aux pays, pertinentes à la fois pour l'élaboration et l'exécution de programmes de pays. Cependant, cela met également en évidence la difficulté d'assurer la réalisation en temps opportun d'évaluations décentralisées de haute qualité. Pour relever ce défi, le Bureau de l'évaluation et la DPS ont continué de travailler de concert pour mettre en place des systèmes destinés à améliorer les évaluations décentralisées, comme expliqué ci-dessous.

16 Dans le cadre du « Rapport sur la mise en œuvre des décisions et recommandations du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ».

17 Dans le cadre du « Rapport sur la mise en œuvre des décisions et recommandations du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ».

Systèmes pour améliorer la qualité, la crédibilité et l'utilisation d'évaluations décentralisées

50. Pour garantir un financement suffisant des évaluations au niveau des programmes confrontées à des déficits de financement, en 2018, le Bureau de l'évaluation, la DPS et la Division des services de gestion ont mis en place un mécanisme de cantonnement financier pour soutenir la mise en œuvre des EPP. Le FNUAP a accepté de mettre de côté 500 000 dollars chaque année par le biais du Système d'allocation des ressources (SAR) pour soutenir le mécanisme de cantonnement. En 2020, six bureaux de pays ont bénéficié de fonds cantonnés pour un montant total de 255 000 dollars, contribuant ainsi à l'amélioration continue du taux d'exécution des évaluations décentralisées au niveau des programmes, et de leur qualité. Par ailleurs, pour assurer une planification adéquate de l'évaluation, des plans d'évaluation chiffrés ont continué d'être examinés par le Bureau de l'évaluation et ont été présentés au Comité d'examen des programmes.

51. Le système d'assurance et de contrôle de la qualité des évaluations (EQAA) a continué de soutenir la qualité et la crédibilité des évaluations. La grille EQAA et la note d'orientation ont été mises à jour afin d'intégrer l'inclusion du handicap et d'aborder les problèmes qui ont été identifiés au cours de sa mise en œuvre ces dernières années. Une rétroaction individuelle ciblée continue d'être fournie aux bureaux de pays afin d'améliorer la qualité des évaluations décentralisées.

Développement de la capacité d'évaluation interne

52. Pour augmenter la probabilité que les EPP se déroulent selon le calendrier prévu et conformément aux orientations méthodologiques fournies dans le manuel d'évaluation, le Bureau de l'évaluation a élaboré un kit de gestion des EPP proposant des outils de ressources prêts à l'emploi pour aider les fonctionnaires chargés du suivi et de l'évaluation à surmonter les difficultés liées à la rédaction de termes de référence de qualité et au recrutement de consultants qualifiés.

53. Aux niveaux décentralisés, les bureaux régionaux du FNUAP ont continué à soutenir la supervision et le soutien technique dans toutes les régions. Le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, en tant que membre du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation du développement pour l'Asie et le Pacifique (UNEDAP), a coanimé une formation de trois jours. En outre, en collaboration avec le PAM et l'OIT, le bureau a également soutenu la conception d'une formation en ligne, qui sera déployée en 2021. Le Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe a organisé une session annuelle de planification, de suivi et d'évaluation. Le bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a organisé un atelier sur l'élaboration des programmes de pays, avec une session consacrée aux EPP. Dans la région des États arabes, le bureau de pays du FNUAP en Jordanie, en collaboration avec les bureaux de pays de l'Égypte et du Yémen, a organisé un séminaire en ligne sur la gestion axée sur les résultats, qui portait sur les méthodes et les approches de collecte de données ainsi que sur les examens de la qualité des données.

Orientation sur le handicap

54. En réponse à la Stratégie des Nations Unies pour l'intégration des personnes handicapées, le Bureau de l'évaluation a pris des mesures pour mieux intégrer les dimensions de l'intégration des personnes handicapées, notamment l'élaboration d'une nouvelle note d'orientation sur l'intégration des personnes handicapées dans tous les types d'évaluation, un document d'accompagnement du manuel d'évaluation et une mise à jour du système d'évaluation de la qualité des évaluations.

III. Renforcer la cohérence entre les fonctions d'évaluation du système des Nations Unies

55. Dans le cadre de son engagement en faveur de la réforme du SNUD, le Bureau de l'évaluation renforce la cohérence entre les fonctions d'évaluation dans l'ensemble du système des Nations Unies en s'engageant et en collaborant activement avec d'autres institutions par le biais d'évaluations conjointes et à l'échelle du système, ainsi qu'avec le réseau GNUE.

A. Évaluation à l'échelle du système

56. Le Bureau de l'évaluation a continué d'être pleinement engagé et mobilisé dans le soutien des mécanismes indépendants d'évaluation à l'échelle du système, en tant que membre du GNUE. En particulier, au sein du groupe de travail du GNUE sur l'évaluation à l'échelle du système, le Bureau a également contribué à l'élaboration d'une nouvelle politique d'évaluation à l'échelle du système, qui est au stade de projet. Le Bureau de l'évaluation a

également pris part à plusieurs initiatives à l'échelle du système dans le cadre de la réponse à la crise sanitaire actuelle. Il s'agit notamment de la participation au groupe de travail du GNUE sur la COVID-19, à la Coalition mondiale pour l'évaluation de la COVID-19 et du soutien aux évaluations à venir du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires et du Fonds mondial d'intervention humanitaire.

57. Le Bureau de l'évaluation a continué de mettre à disposition 100 pour cent des évaluations institutionnelles sur le site Internet du GNUE, conformément à l'engagement pris dans le cadre du Pacte de financement d'accroître l'accessibilité des résultats des évaluations stratégiques. Au regard de l'engagement pris de collaborer à au moins une évaluation conjointe ou à l'échelle du système, le FNUAP a continué de dépasser largement cet engagement, puisque 57 pour cent (8 sur 14) des évaluations centralisées gérées par le Bureau en 2020-2021 sont soit conjointes, soit à l'échelle du système.

58. La directrice du Bureau de l'évaluation maintient son mandat par le GNUE au sein du Comité consultatif d'experts en évaluation de l'ONUSIDA. Le comité conseille la Directrice de l'évaluation et la Directrice exécutive de l'ONUSIDA sur la mise en œuvre de la politique d'évaluation de l'ONUSIDA ainsi que sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'évaluation de l'ONUSIDA pour renforcer l'utilisation des évaluations, l'apprentissage organisationnel et l'alignement sur la stratégie de l'ONUSIDA, le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités ainsi que les normes et standards d'évaluation du GNUE. Le comité joue un rôle crucial en fournissant des orientations et des conseils sur la fonction d'évaluation et en garantissant son indépendance à l'ONUSIDA.

59. Sous le leadership de l'ONUSIDA, le Bureau de l'évaluation a cogéré, avec les bureaux exécutifs de l'UNICEF, du PNUD et de l'OMS, l'évaluation à mi-parcours du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2016-2021 de l'ONUSIDA. Cette évaluation a été la première à être lancée à l'échelle du système par le Groupe sur l'évaluation des coparrains de l'ONUSIDA, qui réunit les bureaux de l'évaluation des coparrains de l'ONUSIDA et son secrétariat. Les résultats de l'évaluation alimenteront l'élaboration de la prochaine stratégie mondiale de l'ONUSIDA et d'un nouveau « cadre de résultats, d'allocation des ressources et des responsabilités » pour le Programme commun de l'ONUSIDA.

B. Groupe des Nations Unies pour l'évaluation

60. Le Bureau de l'évaluation est un membre actif du GNUE et a contribué efficacement à la mise en œuvre de son assemblée générale et de la semaine d'évaluation. À travers son rôle de co-organisateur du groupe d'intérêt sur les évaluations conjointes, le Bureau a assumé le leadership et a organisé la création d'un espace dédié et collectif sur l'échange des enseignements et des pratiques en matière de gestion et de conduite des évaluations conjointes. Le Bureau a également organisé, en collaboration avec l'UNICEF et le PAM, une session virtuelle sur les évaluations conjointes. En outre, le Bureau a été actif au sein du groupe de travail sur les méthodes, du groupe d'intérêt sur la fonction d'évaluation décentralisée et du groupe d'évaluation à l'échelle du système.

61. En 2020, le directeur du bureau a présidé l'examen par les pairs du GNUE / de l'OCDE de la fonction d'évaluation du PAM, convoquant des représentants du HCR, de la Banque mondiale, du ministère des Affaires étrangères de la Finlande, de l'Institut allemand d'évaluation du développement et de l'Organisation internationale de coopération en évaluation. Le panel présentera ses conclusions et recommandations au Conseil d'administration du PAM et au Comité directeur de la fonction d'évaluation du PAM en 2021.

C. Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

62. Pour la deuxième année consécutive, le FNUAP a « dépassé les exigences » de l'indicateur de performance de l'évaluation (IPE), avec une note de 10.1. Dans l'ensemble, les rapports d'évaluation évalués cette année ont « satisfait aux exigences » de l'IPE. En outre, le lancement récent de l'évaluation interne du soutien du FNUAP à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes a placé le Bureau dans la catégorie « exigences dépassées ».

D. Évaluation humanitaire interinstitutions

63. Le Bureau de l'évaluation a continué à participer activement aux activités du groupe de pilotage des évaluations humanitaires interinstitutions (IAHE). Le Bureau de l'évaluation a fait partie du groupe de gestion de l'évaluation de l'IAHE sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, qui a évalué les progrès de la mise en œuvre de l'agenda du Comité permanent interorganisations (IASC) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles depuis 2017.

64. Le Bureau de l'évaluation a également poursuivi sa participation aux activités du Réseau d'apprentissage actif pour la responsabilisation et l'efficacité en matière d'assistance humanitaire (ALNAP). Dans le cadre de l'engagement du Bureau de l'évaluation à donner la priorité aux efforts conjoints et à l'échelle du système, le Bureau a soutenu et largement diffusé le document d'apprentissage de l'ALNAP sur la réponse contre la COVID-19, « Répondre au COVID-19 : conseils pour les agences humanitaires. »¹⁸

E. Évaluations conjointes

65. Le FNUAP demeure engagé dans plusieurs types d'évaluations conjointes avec les agences des Nations Unies. En 2020, les bureaux de l'évaluation du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et d'ONU-Femmes, ont finalisé une évaluation conjointe du chapitre commun de leurs plans stratégiques. Les bureaux de l'évaluation du FNUAP et de l'UNICEF ont publié l'évaluation de la phase III du programme commun sur l'abandon des mutilations génitales féminines sous la direction du Bureau de l'évaluation du FNUAP.

66. À l'instar du niveau centralisé, le FNUAP a dirigé et contribué à plusieurs évaluations conjointes aux niveaux régional et national. Le FNUAP a par exemple participé au Yémen à une évaluation humanitaire conjointe interinstitutions. Au Sri Lanka, le FNUAP a soutenu une évaluation conjointe sur la « Participation des femmes et des filles au processus de consolidation de la paix », un projet conjoint mis en œuvre par le FNUAP, ONU-Femmes et les Volontaires des Nations Unies.

67. Pour encourager la cohérence et l'apprentissage organisationnel parmi les agences des Nations Unies, les bureaux exécutifs du FNUAP et de l'UNICEF, ainsi que la FAO, l'OIT, l'OIM, le Bureau de l'Envoyé pour la jeunesse, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBSO), le DESA, l'ONUDI, le PNUD, la Réunion internationale de Coordination des Organisations de Jeunesse et EvalYouth, ont entrepris une méta-synthèse à l'échelle du système pour documenter la mise en œuvre actuelle de la stratégie des Nations Unies pour la jeunesse. L'exercice contribuera à renforcer la collaboration entre les agences des Nations Unies en documentant le travail des Nations Unies sur les questions de jeunesse d'une manière coordonnée, cohérente et holistique.

F. Groupes d'évaluation régionaux des Nations Unies et évaluations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF)

68. Le FNUAP, en collaboration avec d'autres agences et mécanismes régionaux, a soutenu activement les évaluations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) en fournissant un soutien technique et financier dans toutes les régions. Parmi les pays qui ont reçu un soutien figurent l'Argentine, le Bangladesh, le bureau multipays pour les Caraïbes, le Salvador, le Honduras, le Laos, la Mongolie, le Maroc, le Pérou, la Sierra Leone, l'Uruguay et le Vietnam.

69. Pour encourager l'efficacité et la cohérence tout en réduisant la charge pour les parties prenantes, le Bureau de l'évaluation et le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, ainsi que le PAM, le Bureau du coordonnateur résident et le PNUD, ont co-animé une approche coordonnée des évaluations des programmes de pays et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en République démocratique populaire lao, à titre de projet pilote pour documenter les expériences similaires dans d'autres pays.

70. En outre, le FNUAP a codirigé le Groupe régional des Nations Unies sur l'évaluation (IRENAS) dans la région des États arabes, le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation du développement pour l'Asie et le Pacifique (UNEDAP), le Groupe de travail régional interinstitutions sur le suivi et l'évaluation en Amérique latine et dans les Caraïbes et le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation dans la région de l'Afrique orientale et australe. En Europe orientale et Asie centrale, le FNUAP a contribué à un groupe d'évaluation régional informel composé de conseillers pour le suivi et l'évaluation du FNUAP, de l'UNICEF et d'ONU-Femmes.

IV. Partenariats multipartites pour le renforcement des capacités d'évaluation nationales

71. En 2020, Le FNUAP a continué de s'associer avec d'autres parties prenantes importantes, notamment des entités des Nations Unies, afin de soutenir les capacités nationales d'évaluation, conformément aux

¹⁸ <https://www.alnap.org/help-library/responding-to-covid-19-guidance-for-humanitarian-agencies>

résolutions 69/237 (renforcement des capacités en vue de l'évaluation des activités de développement au niveau des pays), 70/1 (approbation du Programme 2030) et 71/243 (examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies) de l'Assemblée générale, ainsi qu'à sa politique d'évaluation.

72. En outre, et en complément de la codirection de la campagne Eval4Action au niveau mondial, le FNUAP est également un partenaire actif au niveau régional. En Asie et dans le Pacifique, le Bureau de l'évaluation et le bureau régional ont soutenu l'Association d'évaluation de l'Asie et du Pacifique, EvalYouth Asia et le Forum asiatique de parlementaires pour l'évaluation du développement dans l'élaboration de la toute première stratégie d'évaluation régionale, dans le prolongement de la consultation régionale Eval4Action. Parmi les premières actions mises en œuvre, figure l'élaboration de directives sur l'utilisation de l'évaluation pour le suivi et le compte-rendu des ODD, ainsi que la facilitation d'un échange d'expériences Sud-Sud sur l'élaboration de politiques et de systèmes d'évaluation nationaux.

73. Le Bureau de l'évaluation et les bureaux régionaux des États arabes et pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont soutenu l'organisation des consultations régionales Eval4Action respectives. Le bureau régional des États arabes et la section EvalYouth du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord élaborent actuellement une stratégie visant à promouvoir l'évaluation dans le contexte des ODD. Un groupe de travail régional composé de parties prenantes est actuellement mis en place en Amérique latine et dans les Caraïbes pour élaborer le programme régional d'évaluation.

74. En Afrique, en Eurasie et en Europe, le FNUAP soutient les partenaires d'Eval4Action dans la conduite d'un processus multipartite pour renforcer l'action en faveur d'une évaluation influente. Ce sont notamment deux consultations sous-régionales qui seront organisées à la suite de la consultation sur l'Afrique, à savoir une en Afrique occidentale et centrale et une autre en Afrique orientale et australe, afin de définir plus précisément les plans d'action sous-régionaux. Dans le prolongement de la consultation sur l'Eurasie, l'élaboration d'un plan d'action a été lancée, en collaboration avec les membres de l'Alliance eurasiennne des associations d'évaluation nationale.

75. Le Bureau de l'évaluation poursuit également sa participation (a) au Comité exécutif d'EvalPartners, qui représente le système des Nations Unies en collaboration avec le PAM, et (b) au Groupe de gestion EvalGender+, en collaboration avec ONU-Femmes.

Partenariats multipartites pour améliorer la participation effective des jeunes dans l'évaluation

76. Conformément aux engagements pris au titre de la Politique d'évaluation, le Bureau a continué de développer les capacités des évaluateurs jeunes et en devenir et de promouvoir la participation des jeunes à l'évaluation. À cet égard, le FNUAP a continué à soutenir les priorités stratégiques d'EvalYouth, notamment (a) le déploiement de la troisième phase du Programme de mentorat international d'EvalYouth, (b) la conférence virtuelle annuelle d'EvalYouth sur « l'évaluation pour la transformation et le changement social » qui a rassemblé 170 participants, et (c) l'élaboration d'une boîte à outils pour les Organisations de Volontaires pour une Évaluation professionnelle (VOPE) sur la façon de renforcer l'engagement des évaluateurs jeunes et en devenir dans leurs activités, leurs structures de gouvernance et leur leadership.

77. Le FNUAP a également soutenu plusieurs sections régionales et nationales d'EvalYouth. C'est dans ce cadre que des sections nationales EvalYouth ont été créées en Afghanistan, en Colombie, en Équateur et en Inde, qu'EvalYouth Pérou a développé une plateforme numérique pour rassembler des ressources pour le suivi et l'évaluation afin de renforcer les capacités des évaluateurs jeunes et en devenir, qu'EvalYouth Kenya a initié un cours de formation virtuel pour renforcer les connaissances professionnelles des jeunes et des nouveaux évaluateurs, qu'EvalYouth Asie a entrepris une campagne de sensibilisation du public sur l'évaluation et les ODD et qu'EvalYouth Togo a sensibilisé 100 jeunes Togolais par le biais de trois webinaires et d'une diffusion numérique sur le plan de développement national togolais, les ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

78. Le Bureau a soutenu, en partenariat avec la Société européenne d'évaluation, l'Association internationale pour le développement de l'évaluation (IDEAS) et EvalYouth, les « sessions d'échange entre pairs pour les jeunes évaluateurs ». Le bureau régional d'Europe de l'Est et d'Asie centrale a établi un partenariat avec la Société européenne d'évaluation pour parrainer des évaluateurs jeunes et en devenir afin qu'ils participent à sa conférence biennale. En outre, le FNUAP a engagé de jeunes évaluateurs dans les groupes de référence consacrés aux EPP en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en Macédoine du Nord. Dans les régions des États arabes et de l'Afrique de l'Ouest et centrale, des évaluateurs jeunes et en devenir ont été inclus en tant que membres de l'équipe d'évaluation dans le cadre de l'évaluation du programme régional des États arabes et des EPP du Maroc, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et de la Gambie.

79. Dans la région Asie-Pacifique, le bureau régional a soutenu le développement d'un cadre de compétences pour les évaluateurs, ciblant en particulier les évaluateurs jeunes et en devenir. Un modèle a également été développé pour encadrer un programme de mentorat visant à renforcer les compétences et les opportunités de mise en réseau des évaluateurs jeunes et en devenir dans la région. Le bureau régional a également soutenu des sessions de sensibilisation virtuelles pour les Organisations de Volontaires pour une Évaluation professionnelle (VOPE) au niveau régional sur la professionnalisation de l'évaluation et sur l'utilisation du cadre de compétences. Les VOPE ont par ailleurs élaboré un module de formation de 4 heures sur le développement de carrière dans le domaine du suivi et de l'évaluation, ainsi qu'un guide pour les mentors, grâce au soutien du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique.

80. Le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est associé à la section régionale d'EvalYouth pour organiser un webinaire sur les évaluations intégrant les questions de l'égalité des sexes et des droits humains. C'est dans ce cadre que la section régionale d'EvalYouth a diffusé la vidéo présentant les directives du FNUAP sur l'adaptation des évaluations à la crise de la COVID-19.

Partenariats multipartites pour augmenter la demande d'évaluations menées par les pays et l'utilisation de celles-ci par les décideurs nationaux

81. Le Bureau de l'évaluation a continué à soutenir le Forum mondial des parlementaires pour l'évaluation (GPFE) dans sa campagne Eval4Action, ainsi que dans ses activités de sensibilisation des parlementaires, afin de renforcer la capacité des parlementaires, des forums parlementaires régionaux et du personnel parlementaire à recourir à l'évaluation pour prendre des décisions fondées sur des données probantes. Le Forum a également coordonné et soutenu la participation des parlementaires aux consultations régionales Eval4Action.

82. Le FNUAP a par ailleurs encouragé la participation active des parlementaires aux conférences consacrées à l'évaluation, notamment l'Indian EvalFestival, la conférence annuelle EvalMENA et la Semaine asiatique de l'évaluation (Asian Evaluation Week). En partenariat avec le Bureau de l'évaluation, le GPFE a organisé une table ronde sur le thème « Renforcer l'utilisation des données issues des évaluations pour l'élaboration des politiques : enseignements tirés des parlements » à la Semaine asiatique de l'évaluation, où des parlementaires du Sri Lanka, du Kirghizistan, du Népal et de l'Ouganda ont présenté les processus qui ont conduit à l'institutionnalisation de l'évaluation dans leurs parlements.

Événements multipartites pour regrouper l'offre et la demande d'évaluations menées par les pays

83. Le FNUAP a continué à soutenir des initiatives et des événements stratégiques afin de soutenir des événements d'évaluation stratégiques dans le but de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés sur la manière de renforcer les systèmes d'évaluation nationaux inclusifs.

84. Le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a développé un indice des capacités nationales d'évaluation au niveau régional, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies, le Réseau latino-américain et caribéen de suivi, d'évaluation et de systématisation (ReLAC) et l'Institut allemand d'évaluation du développement (DEval).

85. En Asie, en partenariat avec le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat, l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (3ie), l'Initiative CLEAR-Asie du Sud et l'Organisation internationale de coopération en matière d'évaluation (OICE), le FNUAP a soutenu l'EvalFest 2020, organisé par la Communauté de l'évaluation de l'Inde (ECOI) en collaboration avec NITI Aayog-Government of India, sur le thème « Collecte de données pour atteindre les ODD : développement et inclusion numériques ». Le FNUAP, en partenariat avec le PAM, a soutenu la Semaine de l'évaluation asiatique organisée par la République populaire de Chine et la Banque asiatique de développement, sur le thème « L'évaluation pour un avenir meilleur ». Le FNUAP a fait la présentation principale d'une table ronde, organisée conjointement avec le PAM, sur le thème « Comment l'évaluation peut-elle fournir une orientation stratégique ? Expériences des agences des Nations Unies ».

86. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le FNUAP a soutenu la huitième conférence EvalMENA, dont le thème était « L'évaluation pour la durabilité et le changement ». Le FNUAP a également participé à la table ronde intitulée « Suivi de la Déclaration de Colombo et d'EvalColombo2018 : progrès vers les engagements régionaux », où des parlementaires du Ghana, de Jordanie et de Palestine ont insisté sur l'importance des politiques et systèmes d'évaluation nationaux et ont partagé les bonnes pratiques de leurs pays.

V. Programme de travail du Bureau de l'évaluation en 2021

87. En 2021, le Bureau de l'évaluation poursuivra son travail dans les quatre principaux domaines de résultats suivants, en veillant à l'adaptation complète des évaluations face à la pandémie en cours de la COVID-19.

A. Évaluations centralisées

88. Comme décrit en détail dans le PEBQ, le Bureau de l'évaluation assurera la gestion de douze évaluations en 2021/2022, dont cinq seront achevées en 2021 et sept en 2022.

B. Système d'évaluation décentralisé

89. Le Bureau de l'évaluation continuera de soutenir le renforcement du système d'évaluation décentralisée en fournissant un soutien technique, en assurant la gestion du système d'assurance et de contrôle de la qualité des évaluations et en développant des capacités en matière d'évaluation, y compris celles des évaluateurs jeunes et en devenir, avec la collaboration des bureaux régionaux. Le Bureau déploiera le programme d'apprentissage en ligne sur l'évaluation, renforcera la mise en œuvre des orientations sur l'inclusion du handicap dans les évaluations et fournira des conseils sur les approches, méthodes et considérations alternatives pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur les évaluations. Pour renforcer le système de gestion des connaissances, une nouvelle base de données d'évaluation conviviale sera lancée. Le Bureau continuera également à renforcer la communauté de pratique interne et à tenir à jour la liste des consultants en évaluation.

C. Renforcer la cohérence entre les fonctions d'évaluation du système des Nations Unies

90. Le Bureau continuera à s'engager activement dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement, à prendre une part active dans le GNUE et d'autres initiatives d'évaluation à l'échelle du système. Il continuera également à collaborer avec le groupe de pilotage IAHE et ALNAP. Afin de renforcer la cohérence, de réduire les doubles emplois et d'éviter de solliciter davantage les parties prenantes, le Bureau recherchera des possibilités de collaboration et de coordination des EPP entre les membres du GNUE, lorsque cela est approprié et réalisable.

D. Partenariats multipartites pour le renforcement des capacités d'évaluation nationales

91. Le Bureau de l'évaluation continuera à codiriger la campagne Eval4Action, notamment en soutenant le déploiement de plans d'action et de stratégies d'évaluation régionaux visant à accélérer la réalisation des ODD grâce à l'évaluation. Le Bureau de l'évaluation continuera également son engagement dans des relations de partenariats multipartites pour le développement des capacités nationales d'évaluation, y compris avec EvalPartners et EvalYouth.

E. Budget pour le plan de travail 2021

92. Le budget total du Bureau de l'évaluation pour 2021 s'élève à 4 332 513 USD. Le budget comprend deux catégories de financement : (a) budget institutionnel (3 926 630 dollars) et (b) ressources autres que les ressources de base (405 883 dollars).
